



Paris le 10 janvier 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Budget de la PAC : La France doit aussi montrer le chemin !

En ce début d'année, le projet européen est à l'affiche, et cette fois au travers du futur budget de l'UE pour la période post 2020. Un débat à Bruxelles lundi auquel participaient les dirigeants européens et de nombreux états membres, a donné le coup d'envoi des discussions sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union.

La France porte de grandes ambitions pour le projet européen et nous nous en félicitons. De nouvelles priorités émergent qui sont autant de défis que l'UE doit relever pour répondre aux attentes légitimes des citoyens : une Europe qui protège mais aussi une Europe conquérante qui affirme sa place sur la scène internationale.

L'agriculture a toute sa place, plus que jamais sa place, dans ce projet. Elle garantit la souveraineté et la sécurité alimentaire, elle est une réponse essentielle au défi climatique, elle assure les équilibres économiques des territoires ruraux et fait rempart à leur déshérence. La Politique Agricole Commune ne saurait donc être sacrifiée dans ce débat. Elle mérite bien au contraire un budget à la hauteur de ces enjeux et que chacun comprenne ce qu'elle représente pour chaque citoyen comme pour les enjeux géostratégiques de la France et de l'Europe.

Mais il est vrai que le Brexit fait peser de lourdes hypothèques sur les moyens de les réaliser. Nous approuvons sans réserve le Président de la Commission, Monsieur JUNKER quand il affirme : « Les états membres qui pensent qu'il suffit de réduire les dépenses de la PAC pour trouver des solutions aux questions posées, font erreur. Ce qui est en jeu, c'est l'indépendance alimentaire de l'UE. Il ne faut pas perdre cette grande bataille alimentaire. »

Alors sans doute, l'Europe devra être économe et s'assurer que chaque euro dépensé est un euro bien dépensé. Mais elle devra aussi mettre sur la table des propositions pour accroître ses ressources propres. Le Président Juncker et le Commissaire au budget, Gunther Oettinger, ont lancé un appel pour faire passer la contribution des états membres à 1,1% du PIB. L'Allemagne a répondu favorablement.

Les agriculteurs français ne peuvent imaginer que dans ce débat décisif pour l'avenir, la France ne soit pas « premier de cordée » !

Contact presse :

FNSEA : Marion Fournier – 07 60 29 56 17 - marion.fournier@fnsea.fr



[@FNSEA](https://twitter.com/FNSEA)



[laFNSEA](https://www.facebook.com/FNSEA)



[laFNSEA](https://www.youtube.com/channel/UC...)